

**POUR IMPOSER LE RETRAIT DU CPE ET DU CNE,
UNE SEULE SOLUTION : LA GRÈVE TOUS ENSEMBLE
DES TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS ET LYCÉENS !
IMPOSONS-LA AUX DIRECTIONS SYNDICALES !**

CNE-CPE : le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy veut généraliser la précarité

Avec le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) et le CPE (Contrat Première Embauche), c'est le fondement même du droit du travail que le gouvernement veut détruire. Avec un CDI (Contrat à Durée Indéterminée) et même au cours d'un CDD classique, le patron ne peut pas licencier « sans motif réel et sérieux » : il doit prouver une « faute grave » du salarié ou avancer des difficultés économiques de l'entreprise (licenciements collectifs). **Avec un CNE ou un CPE, le salarié peut être jeté à la rue sans motif du jour au lendemain**, pendant une « période d'essai » de deux ans ! Autant dire que, s'il veut garder son emploi, le travailleur devra se plier comme un esclave aux exigences du patron : comment résister si on lui impose des heures supplémentaires non payées, un emploi du temps hyper-flexible, des brimades diverses ? Le gouvernement prétend qu'après

ces deux ans le salarié pourra être embauché en CDI ; mais il est clair que le patron préférera prendre de nouveaux travailleurs en CPE ou CNE, plutôt que de garder les anciens en CDI ! D'autant plus que, pour chaque embauche en CPE, il sera exonéré de cotisations sociales pendant trois ans !

Le CNE est destiné pour le moment aux nouveaux salariés des petites entreprises, et le CPE aux jeunes de moins de 26 ans (quelle que soit la taille de l'entreprise). Mais en réalité **ce sont TOUS les travailleurs salariés qui sont menacés** : les patrons auront de moins en moins recours aux vrais CDI et le gouvernement a bien l'intention de généraliser le CNE-CPE à tout le monde dès que le CPE sera adopté. **C'est pourquoi il faut que les jeunes et les salariés se mobilisent d'urgence, pour faire échec au CPE et obtenir le retrait du CNE !**

Les directions syndicales et de la « gauche » refusent de lancer un mouvement d'ensemble pour gagner

Mais comment faire céder ce gouvernement ? Il est clair que les défaites subies, notamment depuis mai-juin 2003, et tout particulièrement à l'automne 2005, conduisent de nombreux travailleurs au découragement. Mais il faut justement tirer les leçons de ces défaites, si l'on veut redonner espoir aux travailleurs : le gouvernement n'est pas invincible, mais il ne cédera jamais face à des « journées d'action » dispersées et sans lendemain ! Il n'a pas cédé en 2005 devant des « journées d'action » réunissant chacune 1,5 million de personnes le 10 mars et le 4 octobre : il ne cédera pas davantage sur le CPE et le CNE, si l'on ne change pas radicalement de méthode ! Pour se mobiliser en masse, les travailleurs et les jeunes ont besoin d'une perspective claire : il faut s'engager résolument sur la voie d'un **mouvement d'ensemble, en mettant à l'ordre du jour la préparation d'une grève tous ensemble et en même temps jusqu'à la victoire.**

Mais voilà : les directions des principaux syndicats continuent à mettre en œuvre cette tactique des

« journées d'action » atomisées et sans perspective qui nous a conduits de défaites en défaites ! Au lieu d'appeler les travailleurs et les jeunes à lutter tous ensemble et en même temps pour gagner, ces directions ont invité les enseignants de Seine-Saint-Denis à faire grève le 26 janvier tout seuls et sans suite ; la CGT a convoqué des manifestations isolées le 31 janvier, sans appel à la grève ; les directions des fédérations de fonctionnaires les ont appelés à faire grève le 2 février, mais pas un jour de plus ; enfin, les directions nous appellent à des « manifestations locales » ce 7 février contre le CPE, mais elles refusent d'exiger aussi le retrait du CNE et elles n'appellent même pas à faire grève ce jour-là, empêchant ainsi les travailleurs de se joindre aux manifestations ! Quant aux dirigeants des partis « de gauche », ils nous demandent carrément de les attendre jusqu'en 2007, en nous contentant d'ici là d'« actions » purement symboliques ! Autrement dit, ils voudraient empêcher les travailleurs et les jeunes de vaincre le gouvernement ici et maintenant.

Construisons un courant intersyndical de lutte de classe pour combattre les directions collaboratrices

C'est pourquoi nous, militants syndicaux réunis le 4 février à Paris, appelons les syndicalistes de lutte, les travailleurs et les jeunes à rejoindre notre *Comité pour un courant intersyndical lutte de classe et antibureaucratique*. Ce Comité rassemble des militants des différents syndicats et de sensibilités politiques diverses, sur la base d'un Appel qui se prononce « **pour la lutte de classe, contre la collaboration de classe sous toutes ces formes, pour la coordination des luttes, pour la grève générale ; pour vaincre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy sans attendre 2007 et contre tout autre gouvernement au service du capital** ». Au-delà de nos différences, il est urgent de

combattre ensemble les principales directions syndicales, qui collaborent de plus en plus ouvertement avec le patronat et le gouvernement et confisquent les syndicats construits par les travailleurs depuis 150 ans. Les travailleurs doivent s'organiser eux-mêmes et se réapproprier leurs syndicats.

Pour obtenir le retrait du CPE et du CNE, nous appelons les travailleurs et les jeunes à se réunir sur les lieux de travail en **Assemblées générales**, en combattant pour imposer la convocation d'une **MANIFESTATION NATIONALE** pour le retrait du CPE et du CNE et l'appel à la **GRÈVE TOUS ENSEMBLE ET EN MÊME TEMPS JUSQU'À LA VICTOIRE.**

À Paris, nous serons présents à l'AG interprofessionnelle qui aura lieu après la manifestation du 7 février, à 18 h 30, à la Bourse du travail, 3, rue du Château d'eau, métro République.

Signez notre Appel, contactez-nous : courantintersyndical@free.fr ou 06 64 91 49 63